

**Après sept ans de tractations, le cycle de l'Organisation mondiale du commerce s'est échoué fin juillet à Genève. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont refusé d'accorder aux pays en développement une « clause de sauvegarde » pour protéger leurs marchés agricoles. Il y a urgence à relancer les négociations commerciales multilatérales sur des bases nouvelles.**

« Le commerce international peut jouer un rôle important dans la promotion du développement économique et la diminution de la pauvreté. Nous reconnaissons la nécessité que tous nos peuples bénéficient de l'augmentation des opportunités et des progrès du bien-être que génère un système multilatéral du commerce. La majorité des membres de l'OMC sont des pays en développement. Nous prétendons mettre leurs besoins et intérêts au centre du programme de travail adopté dans la présente déclaration. » C'est par ces paroles qu'avait débuté le cycle de négociations de l'OMC, il y a sept ans. Aujourd'hui, où en est-on de ces belles promesses ?

« Cette réunion a échoué », a constaté fin juillet à Genève le directeur général de l'OMC à l'issue d'une nième tentative de recoller les morceaux. M. Lamy a refusé d'identifier les responsables de l'échec. Selon une source proche des négociations, « les Etats-Unis et l'Inde n'ont pas accepté les propositions de compromis, on est arrivé à une impasse ». Mais encore ?

Entamées en novembre 2001 à Doha au Qatar, les négociations sur la libéralisation du commerce mondial auraient dû en principe s'achever fin 2004. Quatre ans plus tard, on en est à se promettre que les négociations vont reprendre. Lourd challenge. Le « cycle de Doha » visait à ouvrir grandes les écluses du libre-échange, en particulier dans les domaines de l'agriculture, des services ou des biens industriels. Ce vaste marchandage planétaire a surtout nourri les frustrations, en particulier dans les pays pauvres

On se souvient ainsi d'un échec précédent, en septembre 2003, lors de la conférence de Cancun (Mexique) qui avait déjà vu un âpre affrontement Nord-Sud autour des questions agricoles.

Les discussions de Genève ont, elles, mis également au jour d'importantes tensions au sein de l'Union européenne. Au grand dam de certains, le commissaire européen chargé du Commerce, Peter Mandelson qui négociait au nom des 27, avait pratiquement tout lâché sur l'agriculture. Ceci, au motif qu'un accord peu favorable aux agriculteurs demeure un bon accord dès lors que les producteurs d'Airbus, de centrales nucléaires, de TGV et de services bancaires pourraient accéder plus facilement aux marchés des pays émergents. Une vue de l'esprit car, dans la compétition nord-nord, rien ne garantit que cette « économie de comptoirs » porterait ses fruits.

### **Chacun pour soi**

Pascal Lamy avait pourtant jugé que les vacances estivales offraient une période propice pour obtenir un accord à l'arraché sur la libéralisation du commerce international. « Nous avons franchi 18 obstacles avant de buter sur le dix-neuvième », s'est-il consolé. Mais un obstacle de taille. En exigeant l'application d'un « mécanisme de sauvegarde » pour éventuellement augmenter ses « tarifs » - en clair, la possibilité de taxer les importations agricoles à bas prix qui risqueraient de ruiner ses paysans -, l'Inde a mis en avant son droit à la souveraineté alimentaire. Washington a vu dans ce mécanisme un dangereux outil protectionniste. Au totale, on est plus que jamais dans le « chacun pour soi. »

---

<sup>1</sup> Analyse de Maurice Magis parue dans le N° 347 du *Journal du mardi*, 2 septembre 2008.

Selon certains diplomates, la rigidité de Washington sur cette question visait à échapper à une négociation sur les subventions américaines pour le coton : pour des raisons de politique intérieure, ont lâché des diplomates, « *les Etats-Unis ne pouvaient se permettre de lâcher du terrain sur le coton. En tenant bon sur le mécanisme de sauvegarde, ils savaient que l'Inde ne lâcherait pas non plus et porterait la responsabilité de l'échec.* » Plus généralement, les États-Unis veulent gagner sur tous les tableaux. Ils ont récemment confirmé leurs subventions aux fermiers étatsuniens mais exigent une baisse sensible des tarifs douaniers des pays émergents comme des pays pauvres pour écouler chez eux technologie et services.

Pour sa part, le Brésil, soutenu par l'Australie, l'Argentine et les autres pays du groupe de Cairns<sup>2</sup>, veut inonder le monde entier de ses exportations de viande, de soja et d'éthanol issu de la canne à sucre. Le Japon a tout à gagner d'une baisse des tarifs douaniers sur les technologies de pointe et les services. Mais il veut aussi protéger ses producteurs de riz au nom d'une souveraineté alimentaire d'ailleurs légitime.

### **Troc global**

Commentant l'échec de Genève, les grands syndicats agricoles français, pourtant peu suspects de gauchisme économique, ont estimé « *hautement symbolique que l'Inde ait cherché à préserver son modèle agricole et alimentaire en refusant le libéralisme à tous crins prôné par l'OMC. C'est la souveraineté alimentaire et la place des agricultures dans nos économies et nos sociétés qui sont en jeu. Les gouvernements doivent en tirer les conséquences.* » Contrairement à ce que certains ont suggéré, M. Lamy en tête, la négociation n'a donc pas échoué sur un « obstacle technique ».

Le cycle de Doha a fait entrer l'agriculture dans le grand troc global. Mais il est aujourd'hui difficile de nier les réalités. Les difficultés vécues par des consommateurs victimes de l'envolée des prix apparaissent de plus en plus insupportables. Les orientations privilégiées jusqu'ici ont favorisé les monocultures et le méga-élevage au profit des grandes entreprises agricoles capitalistes et au détriment des cultures vivrières indispensables à la survie des populations rurales de très nombreux pays. Les pratiques agronomiques imputables à ces monocultures provoquent une dégradation accélérée de la fertilité des sols. L'Inde en a fait la douloureuse expérience ces trente dernières années alors que les bouches à nourrir augmentaient de 20 millions par an.

Notre planète comptera 9 milliards d'habitants dans moins de cinquante ans alors qu'elle est gravement menacée par le réchauffement climatique. Un succès de la négociation de Genève aurait abouti à truffier la planète de bombes à retardement, destructrices pour la production alimentaire des prochaines décennies, au risque d'affamer des populations entières, chaque fois qu'une pénurie de denrées ou une spéculation sur une matière première agricole fera flamber les cours. On aurait pris le risque d'accroître la concurrence entre la production de nourriture et d'agrocarburants, d'orienter les céréales vers les réservoirs des voitures plutôt que vers les assiettes des humains.

---

<sup>2</sup> Le **groupe de Cairns** a été créé en août 1986 à Cairns en Australie. Il réunit la plupart des pays en développement exportateurs de biens agricoles. Il se compose de 19 pays : Australie, Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Bolivie, Canada, Chili, Indonésie, Malaisie, Guatemala, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Thaïlande, Uruguay. Face au protectionnisme de la part de l'Union européenne et des États-Unis, ces pays continuent à travailler ensemble lors des conférences ministérielles de l'OMC, notamment sur le cycle de Doha.

## « Tempête parfaite »

L'Union européenne doit nourrir quotidiennement 500 millions de personnes. Mais elle ne parvient déjà plus à satisfaire la demande en céréales, en viandes et en fruits et légumes. Chaque hectare de moins cultivé en Europe, en Afrique et dans d'autres contrées peu fertiles va de pair avec l'accélération de la déforestation dans d'autres pays relais désireux de produire céréales, viande, huile ou agrocarburants pour l'exportation. Pourtant, les déforestations massives modifient le climat, participent au réchauffement de la planète et fragilisent les récoltes à venir.

Selon Josette Sheeran, responsable du Programme alimentaire mondial (PAM), « *On estime qu'il y a un milliard de personnes qui vivent avec moins de 1 dollar par jour, le seuil de pauvreté en deçà duquel la survie est problématique. Or, avec l'envolée des prix alimentaires et de ceux de l'énergie, le pouvoir d'achat que représente un dollar a été d'un coup divisé par deux ! Ces populations sont les principales victimes de la crise actuelle.* » Elle parle de « *la tempête parfaite*, autrement dit la conjonction de divers facteurs qui, pris séparément, n'auraient eu qu'un impact limité. Tout a commencé il y a trois ou quatre ans, lorsque la consommation de certains produits agricoles de base a dépassé la production à l'échelle mondiale. La sécheresse dans des pays comme l'Australie n'a rien arrangé. Les stocks alimentaires ont commencé à baisser, et pas simplement dans les pays riches. Est venue s'ajouter la hausse des cours du pétrole. A 80 dollars le baril de brut, il devenait intéressant, d'un point de vue économique, de fabriquer des carburants à partir de denrées agricoles. C'était rentable. Voilà l'enchaînement qui nous a conduits au 'tsunami agricole' ».

## Au grand bazar de l'OMC

L'OMC, sept ans après avoir entamé le cycle de Doha, se montre incapable de répondre aux grands défis humains que sont les crises alimentaire et énergétique ou le changement climatique. Elle pousse à la privatisation des biens communs comme l'eau, l'énergie et la biodiversité. Ce scénario se vérifie également avec l'accord général sur le commerce des services » (AGCS). Celui-ci concerne tous les services privés et publics

Créé en 1994, l'AGCS s'est substitué, en partie, au GATT (*General Agreement on Trade and Tariffs*). Il a pour but de libéraliser les échanges de services.

Le premier tour des négociations a pris fin en 2000 et a autorisé la libéralisation du secteur des télécommunications et des marchés financiers. En 2001, les discussions autour de l'AGCS ont été intégrées au cycle de Doha et les négociations se sont étendues à tous les secteurs tels que le transport, les services postaux, le tourisme ou même les services comptables...

La libéralisation se fait par l'abaissement des barrières douanières, la déréglementation des marchés, mais aussi et surtout par la privatisation, afin d'abolir les monopoles d'État au nom de la sacro-sainte concurrence, supposée, selon ses auteurs, être favorable au consommateur. Hier les télécommunications, aujourd'hui la poste. Demain l'éducation et la santé ?

Qui plus est, selon cette logique néolibérale où les plus forts écrasent les plus faibles, pour défendre leurs programmes agricoles, les pays occidentaux et l'UE pointent du doigt les mesures protectionnistes des pays émergents. Or l'abaissement des tarifs douaniers tuerait dans l'œuf les secteurs naissants des pays en développement afin de laisser la place aux multinationales.

**POINT DE VUE : LA PAROLE AUX PEUPLES  
PAR EVO MORALES AYMA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE BOLIVIE<sup>3</sup>.**

Le développement économique, la diminution de la pauvreté, les besoins de tous nos peuples, l'augmentation des opportunités pour les pays en développement sont-ils réellement au centre des actuelles négociations de l'OMC ?

La première chose que je dois dire c'est que, si tel était le cas, les 153 pays membres et plus encore la large majorité des pays en développement devraient être les principaux acteurs des négociations de l'OMC. Mais ce à quoi nous assistons est qu'une poignée de 35 pays sont invités par le directeur général à des réunions informelles pour avancer substantiellement dans la négociation et préparer les accords de ce « cycle pour le développement » de l'OMC.

Les négociations de l'OMC se sont converties en une lutte des pays développés pour ouvrir les marchés des pays en développement en faveur de leurs grandes entreprises.

Les subventions agricoles du Nord, qui reviennent principalement aux firmes agroalimentaires étatsuniennes et européennes, non seulement continueront mais augmenteront, comme le démontre la loi agricole américaine *Farm Bill* 2008<sup>4</sup>. Les pays en développement baisseront les droits de douanes pour leurs produits agricoles pendant que les subventions réelles<sup>5</sup> des États-Unis et de l'Union européenne à leurs produits agricoles ne diminueront pas.

Concernant les produits industriels au sein des négociations de l'OMC, elles cherchent à ce que les pays en développement réalisent des coupes dans leurs droits de douane de 40 % à 60 % tandis que les pays développés diminueront en moyenne leurs droits de douane de 25 % à 33 %.

**AGCS, danger**

Pour des pays comme la Bolivie, l'érosion des préférences douanières pour la distribution généralisée des droits de douane aura des effets négatifs sur la compétitivité de nos exportations. La reconnaissance des asymétries, le traitement spécial et différencié réel et effectif en faveur des pays en développement est limité et entravé par les pays développés.

Dans les négociations, on encourage la libéralisation des nouveaux secteurs des services alors que ce qu'il faudrait faire serait d'exclure définitivement du texte de l'accord général sur le commerce des services de l'OMC les services de base que sont l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, et les télécommunications. Ces services sont des droits humains qui ne peuvent être objets de commerce privé et de règles de libéralisation qui conduisent à la privatisation.

---

<sup>3</sup> Publiée dans l'Humanité du 28 juillet 2008. Les intertitres sont de la rédaction.

<sup>4</sup> Le Farm Bill 2008 a été approuvé le 22 mai par le Congrès des États-Unis. Il autorise à réaliser des dépenses qui incluent des subventions à l'agriculture jusqu'à 307 milliards de dollars en cinq ans. De cela approximativement 208 milliards de dollars pourront être dépensés en programmes alimentaires.

<sup>5</sup> Le texte actuel concernant l'agriculture propose de baisser les subventions des États-Unis entre 13 et 16,4 milliards de dollars par an. Pourtant les subventions réelles qu'appliquent actuellement les États-Unis sont approximativement de 7 milliards par an. D'autre part, l'Union européenne propose dans le cadre des négociations de l'OMC la réforme qu'elle a réalisée en 2003 de sa politique agricole commune (PAC), sans proposer de plus grandes ouvertures.

La dérégulation et la privatisation des services financiers, entre autres, sont la cause de l'actuelle crise financière mondiale. Plus de libéralisation des services ne mènera pas à un plus grand développement, mais à plus de possibilités de crise spéculative sur des sujets vitaux comme l'alimentation.

Le régime de propriété intellectuelle établi par l'OMC a bénéficié surtout aux transnationales qui monopolisent les brevets, renchérissant le prix des médicaments et des autres produits essentiels, encourageant la privatisation et la marchandisation de la vie même, comme le prouvent les divers brevets sur les plantes, animaux et jusqu'aux gènes humains.

Les pays les plus pauvres seront les principaux perdants. Les projections économiques d'un potentiel accord de l'OMC, effectuées y compris par la Banque mondiale<sup>6</sup>, indiquent que les coûts accumulés en termes de perte d'emplois, restrictions dans la définition des politiques nationales et perte de revenus douaniers seront plus importants que les « bénéfiques » du cycle de Doha.

### **Crises multifformes**

Après sept ans, le cycle de Doha est ancré dans le passé et dépassé par des phénomènes plus importants que nous vivons aujourd'hui : la crise alimentaire, la crise énergétique, le changement climatique et l'élimination de la diversité culturelle. On fait croire au monde que l'on a besoin d'un accord pour résoudre un agenda mondial et cet accord ne représente pas cette réalité. Ses bases ne sont pas adéquates pour faire face à ce nouvel agenda mondial.

Des études de la FAO signalent que les actuelles forces de production agricoles sont capables de nourrir 12 milliards d'êtres humains, c'est-à-dire quasiment le double de la population mondiale actuelle. Pourtant, on assiste à une crise alimentaire, car on ne produit pas en vue du bien-être de l'humanité mais en fonction du marché, de la spéculation et de la rentabilité des grands producteurs et distributeurs d'aliments. Pour faire face à la crise alimentaire, il est nécessaire de renforcer l'agriculture familiale, paysanne et communautaire. Les pays en développement doivent récupérer le droit de réguler<sup>7</sup> leurs importations et exportations pour garantir l'alimentation de leur population.

Nous devons en finir avec le consumérisme, le gaspillage et le luxe. Dans la partie la plus pauvre de la planète, des millions d'êtres humains meurent de faim tous les ans. Dans la partie la plus riche de la planète, on gâche des millions de dollars pour combattre l'obésité. Nous consommons excessivement, gaspillons les ressources naturelles, et produisons des déchets qui polluent la Terre Mère.

### **Produire local**

Nous devons mettre en priorité la consommation de ce que nous produisons localement. Un produit qui traverse la moitié de la planète est souvent moins cher que celui qui se produit nationalement, mais, si

---

<sup>6</sup> Les pays en développement ont peu à gagner dans le cycle de Doha : les gains projetés seront de 0,2 % pour ces pays, la réduction de la pauvreté sera de 2,5 millions (moins de 1 % des pauvres dans le monde) et les pertes pour droits de douane non perçus seront d'au moins 63 milliards de dollars. (« *Market and Welfare Implications of Doha Reform Scenarios* », in *Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda*. World Bank, Anderson, Martin et Van der Mensbrugge. Back to the Drawing Board : No Basis for Concluding the Doha Round of Negotiations, Kevin P. Gallagher et Timothy.)

<sup>7</sup> Cette régulation doit inclure le droit à mettre en place des impôts sur les exportations, baisser les droits de douane pour favoriser les importations, interdire des exportations, subventionner les productions locales, établir des franges de prix, et enfin toute mesure qui selon la réalité de chaque pays serve le mieux l'objectif de garantir l'alimentation de la population.

l'on tient compte des coûts environnementaux du transport de cette marchandise, la consommation d'énergie et la quantité d'émissions de carbone que cela génère, nous arrivons à la conclusion qu'il serait plus sain pour la planète et l'humanité d'encourager la consommation de ce qui se produit localement.

Le commerce extérieur doit être un complément de la production locale. Nous ne devons privilégier d'aucune façon le marché externe sur la production nationale.

Le capitalisme veut tous nous uniformiser pour nous transformer en de simples consommateurs. Pour le Nord, il y a un seul modèle de développement, le sien. Les modèles uniques au niveau économique sont accompagnés de processus d'acculturation généralisée qui nous impose une seule culture, une seule mode, une seule façon de penser et de voir les choses. Détruire une culture, attenter à l'identité d'un peuple est le dommage le plus grave que l'on peut faire à l'humanité.

Le respect et la complémentarité pacifique et harmonique des diverses cultures et économies sont essentiels pour sauver la planète, l'humanité et la vie.

Pour que ce cycle de négociations soit effectivement du développement et ancré dans le présent et le futur de l'humanité et de la planète, il devrait :

- garantir la participation des pays en développement dans toutes les réunions de l'OMC et mettre fin aux réunions exclusives de la « salle verte »<sup>8</sup> ;
- mettre en place de véritables négociations asymétriques en faveur des pays en développement dans lesquelles les pays développés octroient des concessions conséquentes ;
- respecter les intérêts des pays en développement sans limiter leur capacité de définition et de mise en place des politiques nationales au niveau agricole, industriel et des services ;
- réduire effectivement les mesures protectionnistes et les subventions des pays développés<sup>9</sup> ;
- assurer le droit des pays en développement à protéger le temps qu'il faudra leurs industries naissantes comme l'ont fait les pays industrialisés par le passé ;
- garantir le droit des pays en développement de réguler et définir leurs politiques en matière de services, en excluant de manière explicite les services de base de l'accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC ;
- limiter les monopoles des grandes entreprises sur la propriété intellectuelle, promouvoir le transfert de technologie et interdire le brevetage de toute forme de vie ;
- garantir la souveraineté alimentaire des pays en éliminant toute limitation à la capacité des États à réguler les exportations et importations d'aliments ;
- assumer les mesures qui contribuent à l'élimination des gaz à effet de serre et à limiter le consumérisme, le gaspillage des ressources naturelles et la production de déchets qui portent préjudice à la Terre Mère.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, un « cycle pour le développement » ne peut plus être de « libre-échange » mais doit au contraire promouvoir un commerce qui contribue à l'équilibre entre les pays, les régions et la Mère Nature, en établissant des indicateurs qui permettent d'évaluer et de corriger les règles du commerce en fonction du développement durable. Les gouvernements ont une énorme responsabilité envers nos peuples. Des accords comme ceux de l'OMC doivent être largement connus et débattus par tous les citoyens et non seulement par des ministres, des entrepreneurs et des « experts ». Nous, les peuples du monde, devons arrêter d'être des victimes passives de ces négociations et devenir des protagonistes de notre présent et de notre futur.

---

<sup>8</sup> « *Green room meeting* » ou « réunion dans la salle verte » est le nom des réunions informelles de négociation à l'OMC auxquelles participe un groupe de 35 pays élus par le directeur général.

<sup>9</sup> Une coupe réelle des États-Unis devrait représenter moins de 7 milliards de dollars par an.